

LES DÉFIS DE LA GESTION DE L'EAU

ANTICIPER UN MONDE EN PLEINE MUTATION

Garantir à tous l'accès à une eau de qualité

Alors que le dérèglement climatique devient une réalité brutale, l'eau est de plus en plus rare et dégradée. Des tensions se font sentir sur sa répartition entre les différents usages, et questionnent l'avenir de nos territoires.

Une vision globale s'impose pour répondre à ces défis, sans dissocier petit et grand cycles. La préservation de l'eau doit être proclamée grande cause nationale, pour reconquérir la qualité, économiser la ressource et la partager équitablement entre tous.

Nous devons anticiper dès maintenant le changement climatique pour ne pas le subir demain : c'est l'objet de notre Plan stratégique 2100.

Nicolas Juillet, président du SDDEA

Notre accompagnement technique et financier des collectivités, particuliers, artisans et exploitants agricoles à travers la démarche «Opération reconquête de la qualité de l'eau (ORQUE)» a permis de réduire significativement l'usage des produits phytosanitaires.

Paul Raoult, président de Noréade

Placer l'eau au cœur des politiques publiques locales

Sans eau, pas de développement économique, agricole ou démographique. À la croisée des spécificités locales des bassins de vie et des enjeux globaux, l'eau doit être intégrée dans les différentes politiques publiques (urbanisme, aménagement, industrie, agriculture, alimentation...) et favoriser les synergies.

Faisons confiance aux élus locaux pour choisir et développer des solutions durables adaptées à chaque territoire. Les leviers de la puissance publique (dont la commande publique) doivent être au service des différents acteurs et concilier les intérêts de tous.

Pour protéger la ressource, nous accompagnons la structuration de filières agricoles durables, en lien étroit avec la restauration collective et le plan alimentation de la Ville de Paris.

Célia Blauel, présidente d'Eau de Paris

Nous encourageons l'évolution des modes de production agricole autour des aires d'alimentation de captages à travers notre marque Terre de Sources®, qui valorise économiquement les productions des exploitations respectueuses de la ressource en eau.

Yannick Nadesan, président de la Collectivité Eau du Bassin Rennais

LA GESTION PUBLIQUE DE L'EAU

UN CHOIX D'AVENIR POUR LES TERRITOIRES

Servir l'intérêt général : l'engagement des élus

Favoriser l'appropriation des enjeux de l'eau par les citoyens

Les élus locaux disposent d'une vision stratégique et de long terme pour leur territoire, qui n'est pas conditionnée par des enjeux commerciaux. Leur positionnement transversal, en synergie avec l'ensemble des politiques publiques, est la meilleure garantie d'une gestion globale et durable de l'eau.

Élus et candidats aux prochaines élections municipales, emparez-vous pleinement des responsabilités environnementales des collectivités ! Maîtriser l'ensemble du cycle de l'eau, c'est assurer une répartition équitable et pérenne de la ressource et déployer une solidarité entre territoires (amont/aval, faiblement/densément peuplés, « riches »/« pauvres » en eau...).

Le passage en régie a permis d'accroître la transparence et d'associer plus étroitement les usagers à travers le comité des usagers de l'eau.

Christophe Mayoussier, vice-président délégué à l'eau de Grenoble-Alpes Métropole

Après plus d'un siècle de concession, la reprise en régie de l'eau par la Métropole Nice Côte d'Azur en 2013 a permis de faire jouer la complémentarité et la solidarité entre le littoral et le haut pays, de maîtriser la ressource sur l'ensemble du territoire, d'harmoniser le patrimoine et le service par une mutualisation des moyens, et de mettre en place une tarification différenciée plus équitable.

Christian Estrosi, président de la métropole Nice Côte d'Azur

1 usager sur 7 se déplace encore en agence. Avec 8 points d'accueil clients et 6 agences locales, nous avons fait le choix de la proximité et du maintien de la qualité de service en milieu rural.

Michel Doublet, président de la RESE Charente-Maritime

À travers des projets multidisciplinaires menés avec l'association H2O Sans Frontières entre les écoles du Burkina Faso et de celles de Clermont-Ferrand, nous faisons du dialogue des cultures un outil de sensibilisation des futurs citoyens à l'importance de l'eau.

Maurice Deschamps, président de la SEMERAP

La gestion publique, gage d'excellence

En gestion publique, chaque euro perçu est réinvesti localement dans le service pour financer son exploitation et les investissements nécessaires à l'amélioration de la qualité et de la performance du service rendu aux citoyens sur le long terme.

La gestion publique est source d'innovation technologique, mais aussi sociétale et institutionnelle. La mutualisation et la coopération public-public garantissent un niveau de service efficient. Plusieurs formes de gouvernance sont possibles, que les élus choisissent en fonction des objectifs, besoins et moyens de leur collectivité.

Grâce à l'analyse des données du territoire niortais, nous modélisons le comportement des consommateurs. Cette démarche « smart data » nous permet de développer des outils d'anticipation de l'évolution des besoins et des effets du changement climatique sur la ressource.

Elmano Martins, président du Syndicat des Eaux du Vivier

Avec un mode de gouvernance qui conjugue proximité de la décision et du service rendu, mutualisation des moyens et pluridisciplinarité des savoir-faire, nous visons l'excellence économique, environnementale et sociétale.

Denis Hommel, président du SDEA Alsace-Moselle

POUR UN NOUVEAU PACTE DE CONFIANCE AVEC L'ÉTAT

Facteur de mutualisation et de solidarité territoriale, la gestion publique répond aux ambitions de rationalisation de la carte territoriale voulue par le gouvernement. Mais un nouveau pacte de confiance est nécessaire entre l'État et les collectivités locales.

Stop à l'instabilité législative !

Plus de 10 lois majeures ont bousculé les compétences des collectivités dans le domaine de l'eau en moins de 15 ans. Pour permettre aux collectivités d'intégrer ces changements et de stabiliser leur modèle économique, il est urgent d'effectuer une pause législative et réglementaire dans le transfert des compétences.

Donnons-nous les moyens d'une politique de l'eau ambitieuse !

Dans un contexte de finances publiques sous tension, il est essentiel de renforcer les moyens financiers pour garantir une gestion de l'eau durable et efficiente. Garantissons un financement pérenne en préservant le modèle « l'eau paye l'eau » et en mettant un terme à la saignée des agences de l'eau.

10 PROPOSITIONS CLÉS POUR UNE EAU DURABLE

FAISONS DE LA PROTECTION DES RESSOURCES
EN EAU UNE GRANDE CAUSE NATIONALE !

Préserver la ressource en eau

De trop nombreux produits du quotidien sont nocifs pour l'eau (produits ménagers, produits d'hygiène corporelle, cosmétiques...). Plutôt que traiter, il faut réduire les pollutions à la source.

1 — Développons une politique incitative aux économies d'eau (tarification, sensibilisation...).

2 — Valorisons et diffusons les pratiques vertueuses (commande publique, accompagnement des acteurs...).

3 — Élargissons l'assiette de la redevance pour pollution diffuse à tous les produits nocifs pour l'eau.

Se donner les moyens d'une politique ambitieuse

Face à des défis croissants (adaptation au changement climatique, nouvelles obligations, renouvellement des réseaux...), les moyens financiers doivent être renforcés.

7 — Sacralisons, voire augmentons le budget des agences de l'eau.

8 — Appliquons à l'assainissement le taux réduit de TVA à 5,5%.

Placer l'eau au cœur des politiques publiques locales

La définition d'une stratégie de gestion de l'eau relève d'un projet de territoire, qui nécessite une vision transversale et une connaissance des spécificités géomorphologiques et historiques du territoire.

4 — Associons dès l'amont les personnes publiques en charge du petit et du grand cycles de l'eau à l'élaboration des documents de planification locale.

5 — Reconnaissons aux élus locaux la capacité de choisir l'approche et les outils de pilotage stratégiques les plus adaptés à leur territoire.

6 — Favorisons la mutualisation et la coopération public-public.

Faire de l'usager-citoyen un acteur à part entière de la politique de l'eau

En gestion publique, l'usager est avant tout citoyen et partie prenante. Trop souvent limitée aux questions techniques, la gestion de l'eau doit redevenir l'affaire de tous.

9 — Généralisons la concertation publique et les instances de co-construction de la politique de l'eau.

10 — Encourageons les synergies entre les différents points d'accueil du public.

France Eau Publique, un réseau engagé pour une eau publique durable

Créé en 2012 au sein de la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), France Eau Publique regroupe aujourd'hui 77 collectivités et opérateurs publics de l'eau et de l'assainissement répartis sur l'ensemble du territoire, qui desservent plus de 11 millions d'habitants en eau potable et plus de 6,3 millions d'habitants en assainissement.

Le réseau a pour mission de promouvoir la gestion publique de l'eau et de favoriser l'excellence. Il s'articule autour de trois objectifs principaux :

- développer les synergies et les échanges de bonnes pratiques ;
- accompagner les entités publiques émergentes ;
- représenter et défendre les intérêts de ses membres.

Porteur du modèle de la gestion publique de l'eau au niveau national et force de proposition, France Eau Publique est l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics dans ce domaine.

POUR 2020, OBJECTIF GESTION PUBLIQUE !

France Eau Publique vous accompagne : retrouvez prochainement notre plateforme dédiée à la gestion publique.



c/o FNCCR
20, boulevard de La Tour-Maubourg
75007 Paris
Tél. 01 40 62 16 40
fep@fnccr.asso.fr
www.france-eaupublique.fr
@Eau_publique

MANIFESTE POUR UNE EAU DURABLE

La gestion publique, un choix d'avenir pour les territoires

Document de synthèse

L'eau, bien commun universel, doit être gérée dans le seul intérêt général.

S'appuyant sur les valeurs de proximité, d'excellence et d'innovation, la gestion publique offre aux usagers la meilleure qualité possible au meilleur coût, tout en préservant la ressource en eau pour les générations futures. Choisir la gestion publique, c'est servir avec fierté les usagers et les territoires plutôt que rémunérer les actionnaires.

Pour les élections municipales de 2020, nous souhaitons mettre l'eau au cœur des programmes. Faisons de la gestion publique de l'eau un levier démocratique du développement de nos territoires !

Christophe Lime
Président de France Eau Publique
Président de la régie eau et assainissement du Grand Besançon

